

Rebonds

S'affranchir de la tutelle américaine, dissoudre l'Atlantique à l'Oural à géométrie variable, décen

Bâtissons une Europe

par GÉRARD LAFAY

A l'heure de la présidence française de l'Union européenne, qui doit préparer la conférence intergouvernementale sur la réforme des institutions communautaires, tout le monde reconnaît que l'Europe est en panne. Les uns réconissent la fuite en avant, les autres le retour en arrière. Si on pense que l'Europe est nécessaire, il est temps de tirer les leçons du passé en proposant un projet novateur et réaliste. Après son lancement au début des années cinquante, la construction européenne connut un grand succès pendant un quart de siècle, de 1950 à 1974. Le quart de siècle suivant, de 1975

à 1999, a au contraire été caractérisé par un lent processus de déclin. D'abord déstabilisée par les chocs pétroliers et les bouleversements monétaires, l'Europe a ensuite subi passivement les conséquences de la mondialisation. L'apparition d'un chômage de masse s'est accompagnée d'une chute générale des taux de fécondité, de sorte qu'en moyenne, un quart des Européens disparaît désormais à chaque génération. L'Europe est de plus en plus soumise à l'hégémonie intellectuelle, économique, sociale, culturelle, diplomatique et militaire des États-Unis. Tout se passe comme si elle avait renoncé à exister sur la scène mondiale.

Un, créer une Union allant de
centraliser le pouvoir européen...

européenne

L'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (Otan) est le symbole d'un protectorat américain qui étouffe les cultures nationales et prétend régenter toute la société selon un modèle unique. L'Alliance atlantique était justifiée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, dans une période où la colossale puissance des forces soviétiques faisait peser une lourde menace sur la liberté de l'Europe de l'Ouest. En construisant la force française de dissuasion, le général de Gaulle avait fait sortir la France du commandement intégré de l'organisation militaire, mais il avait maintenu l'alliance avec les États-Unis. Or l'Otan a perdu sa raison d'être le 9 novembre 1989, puisque la chute du mur de Berlin a provoqué l'effondrement de l'empire communiste.

Pour tous ceux qui sont attachés à la construction d'une «Europe européenne», il est surprenant que l'on n'ait pas songé à dissoudre l'Otan dès ce moment. Sans renier l'amitié avec les États-Unis, il était temps que l'Europe s'émancipe. Non seulement elle ne l'a pas fait, mais le président Chirac, qui se présente comme l'héritier du gaullisme, a réintégré la France dans le giron Atlantique. Pour respecter les critères de Maastricht, tous les gouvernements européens ont diminué leurs dépenses militaires, se mettant encore davantage sous la coupe de Washington.

Un projet ne peut être qualifié d'euro-péen que s'il rompt avec l'uniformisation que veut nous imposer la conjonction de l'atlantisme et du fédéralisme centralisateur. La première priorité doit donc être de dissoudre l'Otan. Les Européens doivent être capables d'assurer collectivement la paix sur le Vieux Continent, sans que l'éléphant américain ne vienne piétiner la porcelaine balkanique. Le socle d'une Europe européenne doit par conséquent devenir une grande Confédération, ouverte à toutes les nations démocratiques de l'Atlantique à l'Oural, c'est-à-dire avec la Russie mais sans les États-Unis. Depuis la chute du communisme, le rêve gaulien est devenu réalisable.

Parallèlement, il faut créer des communautés spécialisées suivant le principe de la «géométrie variable». Sous sa forme actuelle, de nature fédérale et centralisée, la Commission de Bruxelles est devenue ingérable. C'est pourquoi elle doit faire l'objet d'une profonde décentralisation, en redonnant le pouvoir aux États nationaux au sein de communautés spécialisées, ayant leur siège dans des pays différents. Les États membres varieront selon les communautés, puisque chacune ne regroupera que les nations qui ont, dans le domaine concerné, la capacité et la volonté d'aller de l'avant.

À côté d'une communauté commerciale à repenser et d'une communauté monétaire à piloter, on pourra ainsi construire une communauté de Défense, une communauté judiciaire, une communauté de la Sécurité intérieure, une communauté de la Santé et de l'Environnement, une communauté de l'Agriculture et de l'Espace rural, une communauté de la Recherche et de la Technologie, etc. Dans chacune des communautés, le pouvoir politique sera exercé par le conseil des ministres compétents, ayant la prééminence sur les instances administratives, et les États nationaux accepteront des règles majoritaires tout en pouvant se retirer en cas de grave désaccord.

Seul un projet de ce type, conciliant l'approfondissement et l'élargissement, peut permettre à l'Europe de revenir aux sources de la démocratie, en s'émancipant de la tutelle exercée conjointement par l'atlantisme et le fédéralisme centralisateur. L'essentiel est de donner la parole aux peuples. Les nations européennes ne pourront avoir confiance dans l'avenir, et donc assurer le renouvellement des générations, que lorsqu'elles auront retrouvé, toutes ensemble, la maîtrise de leur destin ●

**Seul
un projet
conciliant
l'approfondissement
et l'élargissement
peut
permettre
à l'Europe
de revenir
aux sources
de la
démocratie
en s'émancipant de la
tutelle
exercée
conjointement par
l'atlantisme
et le
fédéralisme
centralisateur.**